

## MEDIENMITTEILUNG COMMUNIQUÉ DE PRESSE COMUNICATO STAMPA

Berne, le 7 avril 2019

Création du comité «Le tourisme suisse dit OUI à la loi révisée sur les armes»

### **Le tourisme émet un signal clair en faveur de la législation sur les armes et de l'accord de Schengen**

**Le maintien de la Suisse dans l'Accord de Schengen constitue l'enjeu de la prochaine votation populaire du 19 mai. D'où la mobilisation de onze associations touristiques qui se sont regroupées pour fonder le comité «Le tourisme suisse dit OUI à la loi révisée sur les armes».**

Dans l'hypothèse d'un rejet de la loi révisée sur les armes lors de la prochaine votation référendaire du 19 mai 2019, la Suisse risque d'être exclue de l'accord Schengen. Il en résulterait de graves inconvénients pour l'économie suisse en général et pour le tourisme en particulier. Si la Suisse n'est plus membre de l'accord, elle ne fera plus partie du régime européen en matière de visas, lequel présente de nombreux avantages pour la branche du tourisme. Sans compter les restrictions à la liberté de voyager. Onze associations touristiques se sont regroupées pour fonder le comité «Le tourisme suisse dit OUI à la loi révisée sur les armes». Le comité entend sensibiliser aux graves conséquences que pourrait avoir le rejet de la loi pour la place touristique suisse.

### **Garantir des formalités simples en matière de visa pour la Suisse**

En vertu de l'accord de Schengen, les touristes en provenance de marchés lointains ne sont pas soumis à une procédure de visa séparée pour se rendre en Suisse. Si la procédure d'obtention d'un visa venait à se compliquer pour les touristes des pays lointains, nombre d'entre eux, rebutés par les démarches et les frais supplémentaires, renonceraient à inclure la Suisse dans leur tour d'Europe. Selon une récente étude de la Confédération, les pertes en termes de chiffre d'affaires pourraient se chiffrer à plus d'un demi-milliard de francs par an. Il faut savoir que ce sont principalement les hôtes des marchés lointains qui dépensent le plus d'argent par jour en Suisse, au profit des entreprises touristiques bien sûr, mais aussi des secteurs en aval tels que le commerce de détail. A l'échelle suisse, une sortie de Schengen compromet donc une valeur ajoutée brute annuelle de 1,1 milliard de francs environ.

## **Renforcer les régions de montagne**

Le tourisme joue en Suisse à maints égards un rôle économique majeur, tout particulièrement dans les régions périphériques à faible valeur ajoutée. Dans les seules régions de montagne, il contribue à hauteur de 21% à la valeur ajoutée brute et participe pour 27 % environ à l'emploi de la population résidente (en équivalents plein temps). Il est essentiel de garantir ces apports importants à la politique régionale en assurant la poursuite de l'accord de Schengen.

## **Préserver la liberté de voyager**

L'accord de Schengen est garant de la liberté de voyager. Or, en cas de sortie de l'accord, la Suisse devra réintroduire des contrôles à ses frontières, ce qui signifie inévitablement le retour des temps d'attente, des embouteillages et d'autres complications administratives. Enfin, la restriction à la liberté de voyager affectera aussi les citoyennes et citoyens suisses, puisque ces derniers doivent s'attendre à des mécanismes de contrôle renforcés lorsqu'ils se rendront dans d'autres pays européens.

## **Onze associations parlent d'une même voix**

Le comité «OUI du tourisme en faveur de la loi révisée sur les armes» regroupe en son sein les associations nationales suivantes: Fédération suisse du tourisme (FST), hotelleriesuisse, Gastrosuisse, Remontées Mécaniques Suisses, Conférence des directeurs d'offices du tourisme régionaux de Suisse, Parahotellerie Schweiz, Fédération Suisse du Voyage, Swisscamps et Association suisse des managers en tourisme, ainsi que du côté des syndicats Travailsuisse et Hotel & Gastro Union. Cette alliance touristique souligne explicitement l'importance du scrutin populaire pour le tourisme suisse.

### **Complément d'information: corrélation entre la loi révisée sur les armes et Schengen**

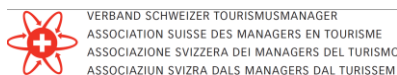
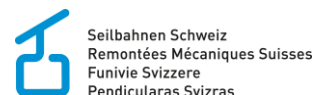
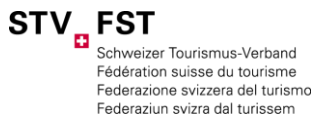
*L'UE a durci la législation sur les armes dans l'espace Schengen afin de rendre l'accès aux armes plus difficile et d'assurer une meilleure traçabilité des éléments des armes semi-automatiques. En tant qu'Etat partie à Schengen, la Suisse est elle aussi tenue d'adapter sa législation sur les armes. Le Conseil fédéral et le Parlement ont opté pour une adaptation pragmatique de la législation suisse, afin de tenir compte de la longue tradition de tir suisse et de l'armée. Le référendum a été lancé contre la loi révisée. Si celle-ci ne passe pas la rampe en votation populaire le 19 mai 2019, la Suisse sera menacée d'exclusion de l'accord de Schengen. En vertu de son article 7, l'accord prend automatiquement fin au bout de six mois, à moins que le comité mixte Suisse-UE ne décide de le reconduire. Cette décision nécessite cependant l'unanimité des États membres de l'UE et des représentants de la Commission. En d'autres termes, si la Suisse et l'UE ne parviennent pas à un accord dans le délai imparti, la Suisse perdra son association à Schengen une fois le délai expiré. Il n'est nul besoin d'une dénonciation de l'accord de la part de l'UE.*

## **Pour de plus amples informations:**

[www.waffenrecht-tourismus-ja.ch](http://www.waffenrecht-tourismus-ja.ch)

## **Contact médias:**

hotelleriesuisse, Media Relations, +41 31 370 41 40, [media@hotelleriesuisse.ch](mailto:media@hotelleriesuisse.ch)



## Contacts médias:

### Fédération suisse du tourisme

Barbara Gisi, directrice, [barbara.gisi@stv-fst.ch](mailto:barbara.gisi@stv-fst.ch), +41 (0)31 307 47 55

### hotelleriesuisse

Andreas Züllig, président, [media@hotelleriesuisse.ch](mailto:media@hotelleriesuisse.ch), +41 (0)31 370 41 40

### GastroSuisse

Severin Hohler, responsable de la politique économique, [wipo@gastrosuisse.ch](mailto:wipo@gastrosuisse.ch), + 41 (0)44 377 52 50

### Remontées Mécaniques Suisses

Andreas Keller, porte parole, [andreas.keller@seilbahnen.org](mailto:andreas.keller@seilbahnen.org), +41 (0)31 359 23 14, +41 (0)79 755 83 37

### Travailsuisse

CN Adrian Wüthrich, président, [wuethrich@travailsuisse.ch](mailto:wuethrich@travailsuisse.ch), +41 (0)31 370 21 11 / 079 287 04 93

### Hotel & Gastro Union

Urs Masshardt, directeur, [urs.masshardt@hotelgastrounion.ch](mailto:urs.masshardt@hotelgastrounion.ch), +41 (0)41 418 22 22, 079 418 32 33

### Conférence des directeurs d'offices de tourisme régionaux de Suisse (CDR)

Marcel Perren, Direktor RDK, [marcel.perren@luzern.com](mailto:marcel.perren@luzern.com); +41 (0)41 227 17 09

### Parahotellerie Schweiz

Roger Seifritz, responsable Parahotellerie Schweiz, [roger.seifritz@reka.ch](mailto:roger.seifritz@reka.ch), +41 (0)31 329 67 67

### Fédération suisse du voyage

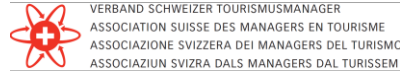
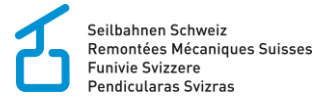
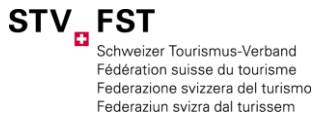
Max E. Katz, Président, [mail@srv.ch](mailto:mail@srv.ch), +41 (0)44 487 30 50

### Swisscamps

Wolfgang Bosshardt, Président, [wb@sur-en.ch](mailto:wb@sur-en.ch), +41 (0)81 866 35 44 / 079 611 11 47

### Association suisse des managers en tourisme

Tiziano Pelli, directeur, [info@vstm.ch](mailto:info@vstm.ch), +41 (0)43 810 06 06



## Annexe: citations sélectionnées de membres du comité:

*«Sans une adaptation de la législation sur les armes, la Suisse ne fera plus partie de l'Espace Schengen et ne sera plus incluse dans le visa délivré pour l'Europe. Avec pour conséquence, une lourde perte en touristes extra-européens.»*

**Barbara Gisi, directrice de la FST.**

*«L'exclusion de la Suisse du dispositif Visas Schengen Uniformes entraînerait de graves désavantages financiers pour le tourisme suisse et une perte d'image tout aussi grave.»*

**Andreas Züllig, président d'hotelleriesuisse.**

*«Seul un OUI à la loi sur les armes permettra de maintenir le visa Schengen essentiel au tourisme et de garantir la liberté de voyager. Une sortie de Schengen fait planer la menace de pertes jusqu'à un demi-milliard de francs par an dans le tourisme et d'un retour des contrôles à la frontière.»*

**Claude Meier, directeur d'hotelleriesuisse.**

*«Le visa Schengen est indispensable au tourisme suisse. Un OUI à la révision de la loi sur les armes renforcera la place touristique suisse et les régions de montagne.»*

**Casimir Platzer, président de GastroSuisse et hôtelier à Kandersteg.**

*«Seul un OUI à la loi sur les armes garantit le maintien de la Suisse dans Schengen, essentiel pour assurer la sécurité, mais aussi essentiel pour la liberté de voyager des Suisses et le tourisme.»*

**Conseiller national Adrian Wüthrich, président de Travail Suisse**

*«Ce n'est qu'en disant oui à la loi sur les armes que l'on maintient le visa Schengen fondamental pour le maintien et le développement du secteur touristique et les plus de 175'000 emplois qui en dépendent dans toutes les régions de Suisse.»*

**Urs Masshardt, directeur de Hotel & Gastro Union.**